

# LE GROUPE TERRORISTE A REVENDIQUÉ L'ATTENTAT DE OUARGLA

## Le Mujao, l'ennemi venu du Sud

**Le Mouvement unicité et jihad en Afrique de l'Ouest a revendiqué, vendredi soir, l'attentat à la voiture piégée qui a ciblé le siège du quatrième commandement régional de la Gendarmerie nationale de Ouargla. Une opération qui confirme aujourd'hui que le Mujao est devenu une véritable menace pour la sécurité intérieure de l'Algérie.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Les terroristes du Mouvement unicité et jihad en Afrique de l'Ouest n'ont attendu que quelques heures pour revendiquer l'attentat qui a ciblé vendredi matin le siège du commandement régional de la Gendarmerie nationale de Ouargla.

«L'attaque contre le siège de la gendarmerie algérienne ce (vendredi) matin à Ouargla a été effectuée par un jeune Algérien de la même ville. (...) Les cellules de la branche Mujao en Algérie ont réussi à asséner une punition rapide pour les autorités algériennes», a rapporté tard dans la nuit de vendredi l'Agence France Presse en citant un message transmis par le porte-parole du Mujao, Adnan Abu Walid Sahraoui. «Sa voiture Toyota 4x4 transportait presque 1 300 kg de matières explosives, et les services de renseignements de l'Algérie n'ont pas estimé la situation comme il faut», a précisé le porte-parole de cette organisation terroriste.

Dans son message, Adnan Abu Walid Sahraoui justifie cet attentat en accusant l'Algérie d'avoir poussé le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA, organisation politique des Touareg du Nord-Mali) à combattre le Mujao. «Le MNLA a été poussé par l'Algérie à aller dans une guerre avec les moujahidine perdue d'avance», note-t-il. La piste du Mujao n'a donc pas tardé à se

confirmer. Après Tindouf au mois d'octobre 2011, Tamanrasset en mars et Gao en avril, le groupe terroriste est sorti de la zone du Sahel pour remonter vers le nord du territoire algérien et frapper une cible située dans un périmètre hautement sécurisé.

### Narcotrafic

Le montage d'une telle opération nécessite la mise en œuvre d'une organisation importante. Le Mujao a vraisemblablement dû monter plusieurs réseaux pour obtenir des renseignements et acheminer le véhicule, les armes et les explosifs. Il a sûrement dû recruter parmi les éléments de certaines «cellules dormantes» d'Al-Qaïda, probablement de Ouargla ou de Oued-Souf.

En fait, cette sortie opérée en dehors de sa «zone d'influence» a été rendue possible grâce à un atout-clé : l'argent. Selon certains observateurs de la situation sécuritaire au Sahel, la force du Mouvement unicité et jihad en Afrique de l'Ouest réside dans ses capacités financières.

Entré en activité en automne 2011, le Mujao a été créé par des terroristes d'Aqmi suite à un conflit sur le partage de l'argent de la drogue. La «dissidence» avec l'organisation d'origine, évoquée lors de la première opération (le kidnapping des trois ressortissants euro-



Photo : DF

**Le Mujao est composé des dissidents d'Aqmi.**

péens d'un camp de réfugiés sahraouis de Tindouf), n'a aucune base idéologique mais repose uniquement sur la «gestion» du flux du narcotrafic.

Ces dernières années, Aqmi et, depuis peu, le Mujao sont chargés de sécuriser le transport de stupéfiants. Car la drogue circule en très grandes quantités dans la sous-région du Sahel. Il y a d'abord le chanvre indien que produit le Maroc en quantité industrielle. Celui-ci traverse les régions frontalières de Tindouf et de Béchar puis la Mauritanie, le Mali, le Niger avant d'être acheminé vers les pays du

Moyen-Orient et d'Asie. Il y a ensuite la cocaïne latino-américaine qui arrive par navire jusqu'aux côtes d'Afrique occidentale — notamment la Guinée-Bissau — avant de transiter à travers la sous-région du Sahel et remonter vers les pays européens.

La «prestation» offerte aux narcotrafiquants par Aqmi et le Mujao permet à ces deux organisations terroristes d'amasser d'importantes sommes en euro et en dollar américain. Les kidnappings, autre source de financement de ces organisations dans la région, n'a, pour l'heure, pas rapporté grand-chose au

Mujao. Contrairement à Aqmi, qui est parvenue à «monnayer» la vie de plusieurs otages ces dernières années.

### Effet Frankenstein

Cependant, le Mujao n'est pas une simple organisation terroriste qui brasse des milliards. Ce groupe dispose également d'un agenda politique très précis. Un agenda axé sur le Nord-Mali — qu'il contrôle en partie — et surtout l'Algérie. «Le Mujao est un groupe douteux. Il porte le nom de l'Afrique de l'Ouest mais s'attaque à l'Algérie. Sa première cible a été les camps de réfugiés à Tindouf où il kidnappe des ressortissants étrangers.

Cette opération a fait le bonheur du Maroc car l'enlèvement visé a discrédité l'Algérie et le Front Polisario. Ceci avait permis au Maroc et à d'autres de dire que l'Algérie n'a pas la capacité de jouer le rôle de leader au Sahel. Puis il y a l'attaque de Tamanrasset qui ne se trouve pas en Afrique de l'Ouest», souligne Yahia Zoubir, professeur de relations internationales et directeur de recherche en géopolitique à Euromed Management Marseille.

Le professeur Yahia Zoubir estime que les véritables initiateurs du Mouvement unicité et jihad en Afrique de l'Ouest ne devaient pas tarder à apparaître au grand jour. «Mais, comme on l'a vu pendant la guerre d'Afghanistan, ce genre de mouvement se retourne contre ceux qui ont permis sa création, c'est ce que l'on appelle l'effet Frankenstein.»

T. H.

### CAMPS DE REGROUPEMENT DE LA POPULATION RURALE

## L'autre face de la guerre de Libération

Enseignants et historiens ont évoqué, hier, lors d'une rencontre, un autre visage de la guerre de Libération nationale. Celui du déplacement des populations algériennes dans des camps de regroupement. Il s'agit, estime-t-on, d'«une action militaire féroce dont les conséquences étaient génocidaires». Sur un nombre total de 8 millions d'habitants, environ 3 millions de personnes ont été placées dans des camps de regroupement pendant la guerre de Libération. Cette action militaire française, censée isoler la population des moudjahidine, a provoqué l'effet contraire. Tel est le constat établi, hier, par les historiens ayant participé à une conférence sous le thème «Le déplacement des populations algériennes dans des camps de regroupement, l'autre face du colonialisme». Organisée par l'association Machaâl Echahid à l'occasion du cinquantième de la guerre de Libération, la rencontre a permis de dévoiler une partie des différents moyens qu'utilisait l'armée française pour terroriser la population. L'historien Fodil Ourabah, qui qualifie cette opération de déplacement des populations «d'une guerre de terrorisme», a rappelé que le déracinement des populations rurales a commencé bien avant le déclenchement de la guerre en 1954.

Ces opérations ont été adoptées par l'armée française depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Le but, dit-il, était de «chasser les populations de leurs terres afin de dégager des espaces au profit de la colonie européenne».

Pour effectuer ces opérations et rompre le lien entre la population et son territoire, raconte le conférencier, l'armée française n'hésitait pas à utiliser les moyens «les plus atroces et les plus féroces». Faire fuir la population rurale de ses terres ou la placer dans des camps de regroupement afin que les colons squattent leurs terres n'était pas le seul but de ces opérations, poursuit Mohamed Corso, enseignant et historien à l'université. Selon lui, l'autre but, était «essentiellement d'isoler cette population des moudjahidine». «Opération qui a échoué», estime M. Corso qui explique que les camps de regroupement se sont transformés, contrairement à l'objectif assigné, en camps de résistance. Cette autre stratégie de l'armée française n'est cependant, reconnaît M. Corso, rapportée que par des historiens français.

«Les seuls ouvrages qui parlent de cet épisode de la guerre ont été publiés par des écrivains français que nos universités insultent», a-t-il conclu. Par ailleurs l'association Machaâl Echahid a annoncé la tenue prochaine d'une rencontre internationale sur le sujet du déplacement des Algériens dans des camps de regroupement pendant la guerre de Libération.

S. A.

### CONSIDÉRANT QUE L'URGENCE EST DE RÉPONDRE AUX PRÉOCCUPATIONS CITOYENNES

## Akkouchi : «L'ère des idéologies est révolue»

**Pour le secrétaire général du mouvement Islah, l'ère des idéologies est révolue et ceux qui ne cessent de discourir sur le sujet ne le font pas sans arrière-pensée, celle de stigmatiser le courant islamiste à défaut de pouvoir présenter une alternative au système en place.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Hamlaoui Akkouchi qui faisait, hier, à l'occasion d'une conférence de presse, le bilan des cinquante ans d'indépendance, a une nouvelle fois stigmatisé le système en place qui s'est, selon lui, «accaparé du pouvoir à coups de consultations électorales de pure forme, aux antipodes de toute souveraineté populaire, maintenant le peuple sous tutorat».

Preuve en est, arguera-t-il, que de tout ce que stipulait la proclamation du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, seul le recouvrement de l'indépendance a été concrétisé et le reste est encore en attente de l'être».

Et d'affirmer que contrairement à ce qui est distillé ces dernières années quant à un prétendu enjeu d'ordre doctrinal, pointant du doigt notamment le camp islamiste auquel le mouvement appartient, «l'ère des idéologies est désormais révolue».

Pour Akkouchi, la classe politique, de tous bords, se doit de faire abstraction de ses convictions doctri-



Photo : DF

**Akkouchi a une nouvelle fois stigmatisé le système en place.**

nales pour se consacrer à l'essentiel, soit de répondre au mieux aux préoccupations citoyennes, qui assombrissent, selon lui, le tableau de bord des 50 années d'indépendance.

Ce dont Akkouchi dira être conscient en reléguant au second plan son appartenance idéologique et se lançant dans l'Alliance de l'Algérie verte de concert avec le MSP et Ennahdha.

Une expérience concluante, en ce sens qu'elle a permis, pour la première fois dans le pays, à des partis de s'entendre sur l'essentiel et ne pas s'appesantir sur les différends, dira-t-il, exprimant le souhait qu'elle serve

d'exemple pour les autres. A propos justement de cette alliance, le premier responsable du mouvement Islah n'exclut pas de reconduire l'initiative des listes communes à l'occasion des prochaines échéances électorales, notamment les locales de l'automne prochain.

Ceci dit, et d'ici là, tiendra à préciser Akkouchi, «tout peut arriver à la rentrée sociale et notre position sera définie en fonction des nouvelles données qui pourraient intervenir sur la scène politique nationale», se voulant réservé quant à la nature de ces «nouvelles données».

M. K.